

Masses salariales de la fonction publique au Moyen-Orient et en Asie centrale

Document préparé par les services du Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Janvier 2018

La région Moyen-Orient et Asie centrale se heurte à de redoutables défis de développement économique. La région s'efforce de promouvoir une croissance inclusive, de réduire le chômage chez les jeunes et d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) fixés par les Nations Unies. Plusieurs pays sont par ailleurs aux prises avec des conflits internes, d'énormes afflux de réfugiés et d'une aggravation des risques sécuritaires. Compte tenu des niveaux d'endettement élevés et du repli persistant des cours du pétrole et des envois de fonds des travailleurs migrants, nombreux sont les pays qui manquent de ressources budgétaires pour pouvoir relever efficacement ces défis.

Les pays doivent trouver les moyens de financer les politiques qui permettront d'y faire face. Ils doivent notamment redoubler d'efforts pour mobiliser des recettes de manière juste et équitable. Des réformes en matière de dépenses sont également nécessaires, comme par exemple les réformes des subventions énergétiques destinées à dégager des recettes pour financer les crédits en faveur des populations pauvres, ainsi que cela a déjà été fait dans plusieurs pays.

Une autre option consiste à réformer les lourdes masses salariales de la fonction publique — c'est là le thème de ce document. Dans beaucoup de pays de la région, la masse salariale du secteur public est considérable, à la fois par rapport à leurs propres recettes et dépenses, que par rapport à ce qui est observé dans d'autres pays comparables à travers le monde. Ceci peut s'expliquer par l'ampleur de l'emploi public ou par des rémunérations excessivement élevées, ou bien encore par ces deux facteurs à la fois. Bien que disproportionnées, ces lourdes masses salariales n'ont réussi à améliorer ni la disponibilité ni la qualité des services publics indispensables pour relever les défis de développement économique susmentionnés. En outre, dans les pays où la rémunération du secteur public dépasse exagérément celle du secteur privé, le fonctionnement du marché du travail s'en trouve déformé.

Les réformes de la masse salariale de la fonction publique peuvent aider les pays à promouvoir la croissance du secteur privé et à y créer des emplois — car en dernière analyse c'est ce secteur qui permettra de dégager les sources d'emplois les plus durables pour les millions de diplômés qui vont rejoindre le marché du travail. En permettant d'investir davantage dans les infrastructures et dans la protection sociale et en supprimant les distorsions du marché du travail, les réformes de la masse salariale peuvent doper le secteur privé. Certes, les gels des salaires et des embauches peuvent être utiles à court terme, mais ils risquent de réduire la fourniture de services et il est difficile de les pérenniser. En outre ils ne sauraient se substituer aux réformes structurelles des politiques d'emploi et de rémunération.

Ce document propose diverses options de réformes, dont celles qui ont trait à l'amélioration de la gestion des masses salariales publiques ainsi qu'à leur gouvernance et transparence. S'inspirant de précédentes analyses du FMI réalisées à l'échelle mondiale et de nouvelles données régionales, le document propose de 1) *veiller à ce que les politiques régissant la masse salariale soient viables d'un*

point de vue budgétaire en définissant les facteurs qui animent la croissance de la masse salariale et en les inscrivant dans des plans budgétaires à moyen terme; 2) *centrer les politiques de rémunération et d'emploi sur la fourniture efficace et équitable de services publics de qualité*, en procédant à des revues de dépenses sectorielles et en renforçant les mécanismes d'acheminement des services publics; 3) *renforcer les institutions et les données*, y compris en ce qui a trait à la gestion des ressources humaines et au contrôle des primes et des prestations, et en établissant un lien entre la rémunération et les résultats; et 4) *veiller au bon enchaînement des réformes et constituer des synergies avec d'autres politiques*. Pour faciliter la transition, les réformes des masses salariales devraient prévoir dès le début des analyses d'impact social et aller de pair avec des mesures destinées à renforcer la protection sociale, à diversifier l'économie, à consolider la gouvernance et à améliorer le climat des affaires et la création d'emplois.